



EN COUVERTURE

La bombe algérienne

Intellectuels, diplomates, membres des services de renseignements, tous les experts de la question algérienne le disent : le pays entrera bientôt dans une forte zone de turbulences. L'impact sur la France sera considérable. Pour *Valeurs actuelles*, l'écrivain algérien Boualem Sansal met des mots sur les maux.

En ces exaltantes premières années de l'indépendance, disons entre le printemps 1965 et l'hiver 1979, alors que l'Algérie du colonel Boumédiène brillait au firmament du tiers-monde, la croyance affichée était que, grâce à son élan révolutionnaire socialiste, au génie de son leader bien-aimé, au dévouement de son armée

populaire, au courage légendaire de son peuple, à son généreux Sahara qui lui fournit pétrole et gaz à volonté, l'Algérie allait rattraper l'Espagne en 1980, l'Italie en 1990, la France en 2000, l'Allemagne en 2010 et les États-Unis en 2020.

Tout cela était consigné dans un plan stratégique adopté à l'unanimité en Conseil des ministres

“Des visas ! Des visas !” En 2003, la foule d’Alger réclamait les précieux sésames au président Jacques Chirac. Près de quinze ans plus tard, Emmanuel Macron en visite officielle refuse qu’ou “l’embrouille” sur la dette morale de la France, et invite la jeunesse algérienne “à regarder l’avenir”, quand elle regarde vers la France.

- 30** Quand l’Algérie explosera...
- 35** Coups de chaud dans les banlieues
- 37** Le testament de Bouteflika
- 39** Un pays à bout de souffle

PATRICK KOVARIK/AFP

et vendu au peuple comme le nouveau Coran. Le peuple, qui n’avait pas encore de raison de douter de ses chefs, y crut comme il croyait en Dieu. Les impatients commençaient même à apprendre à leurs enfants à vivre comme des Français, comme des Allemands, comme des Américains.

Tout ce temps, on inaugurait à la chaîne usines et infrastructures livrées clés en main par les meilleurs fournisseurs occidentaux. Le camarade colonel-président ne tolérait pas le retard. Chez nos amis Mao, Kim, Jean-Bedel ou Saddam, on fusillait pour moins que ça, mais Boumédiène était une âme pure, les fautifs étaient remerciés et tout bonnement disparaissaient des listes.

“C’est lui, en tant que dauphin, qui lut l’éloge funèbre de Boumédiène. Il se voyait déjà sur le trône”

Voilà pour les années soixante, soixante-dix. Elles s’achèveront en même temps que le leader bien-aimé qui mourut en décembre 1978 d’une maladie trop rare pour être comprise. Le peuple le pleura abondamment. À défaut de pain et de liberté, le dictateur lui avait beaucoup donné à rêver. Bouteflika était déjà là, à ses côtés, brillant et affairé, il tenait le ministère des Affaires étrangères et passait le plus clair de son temps dans les avions et les palaces où encore aujourd’hui les vieux grooms hyperstylés se souviennent de ses sérénades futuristes. En ce temps, le tiers-monde était avant tout une poésie, on chantait à pleins poumons la révolution, le soleil radieux, les héros, le Che. C’est lui, en tant que dauphin, qui lut l’éloge funèbre de Boumédiène. Il se voyait déjà sur le trône. Mais l’armée, qui n’aimait pas son look de dandy, coopta l’un des siens, le colonel Chadli Bendjedid, que la rue surnomma SLE, quelque chose qui voulait dire “sait lire et écrire”.

À peine installé, Chadli apprit au peuple et au monde que Boumédiène avait tout faux, le pays était sens dessus dessous, on avait des carrés là où il fallait des cercles, des escaliers qui descendent au lieu d’escaliers qui montent, et partout des murs sans fenêtres qui donnaient l’impression que l’Algérie libre et indépendante était une prison à ciel ouvert. Il promit d’y remédier.

L’opération déboumédiénisation était lancée sous le couvert d’une perestroïka bienvenue de

VERBATIM

« Sur le fond, Macron a mille fois raison de vouloir rompre avec ce jeu malsain auquel se sont adonnés les responsables algériens et français depuis l’indépendance, qui consiste à instrumentaliser l’histoire et les mémoires. Mais il a fauté sur la manière. Il ne sent pas combien l’histoire qu’il rejette d’un revers de main est essentielle pour des millions de Français et d’Algériens. »

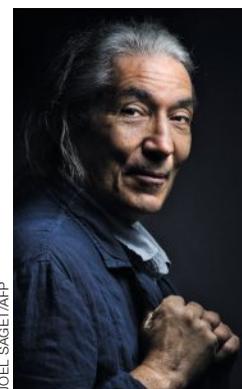
l’économie et du reste. L’Algérie passait du socialisme au capitalisme à coups de décrets et de hourras. Chadli aimait le luxe, c’est sûr, autant que Boumédiène se plaisait dans l’austérité des grands illuminés.

Dix années plus tard, appelés au secours pour cause de banqueroute, les experts du FMI démontrèrent que la chose n’était pas rattrapable et qu’il fallait tout envoyer à la casse et repartir de zéro, sans oublier cependant de rembourser les emprunts contractés à l’étranger et de se guérir du cancer de la dette et de la folie des grandeurs.

Pour bien comprendre, il faut savoir que les présidents algériens inaugurent tous leur règne par un slogan qui leur sert de boussole. Boumédiène en avait deux : un pour le pays, “L’État c’est moi”, et un pour le monde, “Je suis avec la Palestine, qu’elle ait raison ou qu’elle ait tort”.

Chadli, qui était la “bravitude” même, se donna celui-ci : “Pour une vie meilleure”, que la jeunesse algérienne compléta par une belle rime : “Pour une vie meilleure... ailleurs!” Ce qui fit exploser l’émigration clandestine, marginale et souterraine jusque-là. Chadli n’était pas que gentil, il avait mille autres défauts qui faisaient de lui un roi fainéant dans la meilleure tradition orientale. Deux monstres émergèrent de son règne : la corruption et l’islamisme.

Bouteflika était toujours là, membre du comité central du FLN, mais il rasait les murs. Chadli, qui ne le piffait pas, l’accusa d’avoir dérobé l’argent des Affaires étrangères. L’indélicat implora le pardon et promit de rembourser, pour peu qu’on lui accorde un échancier raisonnable. Il remboursa deux ou trois tranches



JOEL SAGET/AFP

**L’ÉCRIVAIN
BOUALEM
SANSAL,
OBSERVATEUR
LUCIDE DE
LA SOCIÉTÉ
ALGÉRIENNE,
LIVRE
SON ANALYSE
SUR UN
DEMI-SIÈCLE
MARQUÉ
DU SCEAU DE
BOUTEFLIKA.**



Boumédiène et Bouteflika en 1975. Le second attendra vingt ans de succéder au premier.



GILBERT UZAN/GAMMA

“CHADLI ACCULÉ À LA DÉMISSION, LA GUERRE POUVAIT COMMENCER. ELLE FERA AU MOINS 200 000 MORTS. TOUT CE TEMPS, BOUTEFLIKA ATTENDRA SON HEURE.”

pour montrer qu’il était guéri, et un matin il disparut. On apprendra qu’il était parti se planquer chez les frères du Golfe. Il sera conseiller de l’un et l’autre émir. Là, il apprendra beaucoup et se fera d’utiles amitiés dans cette région si riche en princes, en milliardaires et en prédicateurs fous. Ils l’aideront à abattre la junte militaire d’Alger, athée et soumise aux *kouffar* de l’Est et de l’Ouest, à se garder de leurs supports, les Kabyles et les francophones, et à conquérir le pouvoir avec les vrais musulmans.

“L’armée et le peuple le paieront cher. Bouteflika ne ratera pas une occasion de les brimer”

De retour en Algérie (suite à la médiation du roi d’Arabie), où l’islamisme battait son plein, Bouteflika aurait intelligemment intrigué dans ce sens. Avec succès ! Le 11 janvier 1992, après douze années d’un règne qui aura ajouté au chaos hérité de l’ancien président, Chadli est acculé à la démission par des élections législatives calamiteuses qui donnèrent la victoire aux islamistes. La guerre pouvait commencer. Elle fera au moins 200 000 morts. Tout ce temps, Bouteflika attendra son heure en comptant les coups.

Il en va en politique comme en agriculture, les choses doivent mûrir. Trois présidents de transition passeront : Boudiaf, assassiné par un

officier de sa garde après cinq mois de règne, Kafi, remercié au bout d’un an et demi, et le général Zeroual, démissionné après cinq années à pédaler dans le vide.

La guerre dura ce qu’elle dura, une décennie, que les Algériens appelleront la “décennie noire”, et finalement Bouteflika verra son rêve se réaliser, l’état-major de l’armée lui offrait la République pour en jouir à sa guise en échange d’un service : jouer de ses relations pour le sauver du TPI, qui voulait savoir certaines choses sur sa façon de faire la guerre. Bouteflika tenait là le moyen de se venger de son éviction et de sa longue traversée du désert. L’armée et le peuple le paieront cher. Bouteflika ne ratera pas une occasion de les brimer.

Nous voilà en 2018 et Bouteflika est toujours là, pas encore rassasié de pouvoir et de vengeance après quatre mandats, deux fastueux passés à envahir le monde, et deux à se soigner en France sur le dos du contribuable, et bien décidé à s’en accorder un cinquième.

Il a 80 ans, il est impotent, mais le docteur François Hollande, qui l’a examiné en 2015, lui a trouvé une grande « *alacrité* » et le docteur Jean-Yves Le Drian, qui l’a examiné le 6 décembre dernier, à l’occasion de la visite éclair de Macron à Alger (*lire l’encadré page 29*), l’a trouvé « *intellectuellement apte à gouverner* ». Avec de tels témoignages, les Algériens devraient se rassurer et cesser de parler de leur président comme d’un vieux fantôme qui hante un pays en ruine ; Bouteflika est vivant, il a toute sa tête, il parle, il bouge la main, on ne la lui fait pas.

Ils devront oublier que, sous son règne, l’Algérie a battu des records mondiaux dans plusieurs domaines sensibles : la fraude électorale, la corruption au sommet de l’État, la fuite des cadres et des capitaux, la déperdition scolaire, le suicide des jeunes filles, le viol, le kidnapping, l’émigration clandestine, les grands trafics, le règlement de comptes, les décès inexplicables dans les hôpitaux, les prisons, les commissariats, les cantines scolaires... La liste est longue. Dans les rapports annuels des ONG qui classent les pays selon divers critères, l’Algérie tient son rang dans le peloton de queue, parmi les grands champions du désastre intégral, le Zimbabwe, la Corée du Nord, la Libye, l’Érythrée, la Somalie.

Pour autant, il ne faut pas croire que la vie est horrible pour les habitants. Les Algériens sont les rois de la débrouille, ils habitent des

La jeunesse algérienne enfermée dans une société qui ne produit que de la désespérance.

bidonvilles, mangent des pierres, sucent des racines, se lavent avec du sable, mais réussissent à garder en eux la flamme de l'espoir. On la trouve dans la drogue ou dans la religion et le commerce des produits magiques qui fleurit aux abords des mosquées (il s'en construit treize à la douzaine par jour); ou on s'investit à fond dans la possibilité d'une émigration réussie, ou on se regarde mourir à petit feu.

Voilà toute l'Algérie. S'il est un coupable parmi les coupables, c'est bien Bouteflika. Il est au pouvoir depuis l'indépendance et le restera jusqu'à sa mort, et, au-delà, il se perpétuera à travers ses frères et leurs enfants. C'est clair, la dynastie Bouteflika survivra au peuple mais le peuple ne lui survivra pas.

Traumatisé par la décennie noire, celui-ci n'a plus de ressorts. S'il fait mille émeutes par jour, c'est pour dénoncer des élus locaux, en des échauffourées qui n'ont pas de signification politique au-delà. Et puis, il y a les islamistes, ils sont toujours là, plus nombreux, prêts à bondir sur la bête, et la dynastie s'est dotée d'une armada suréquipée, surentraînée, surpayée, elle ne fera qu'une bouchée du peuple et vite fait remettra les islamistes dans leur rôle d'épouvantail. Le plan est réglé, le cinquième mandat est dans la poche.

Vers qui se tourner ? l'Onu, l'Union européenne, l'Union africaine, la Ligue arabe ? Allons ! Les Algériens placent leur espoir en la France, où vivent quelques-uns de leurs compatriotes (2, 4, 7 millions?), et leurs enfants, qui ne savent rien de l'histoire coloniale, font



CHRISTIAN ALS/PANOS-REA

pareil, mais voilà, le jeune Macron, qui lui aussi méconnaît l'histoire, est venu à Alger pour leur dire à bout portant : "Vous n'êtes rien pour moi, je ne vous dois rien, débrouillez-vous !" Sait-il qu'en le disant aux Algériens, il le dit aussi à ces millions de Français qui ont l'Algérie au cœur et dans la tête, les pieds-noirs, les harkis et ceux qui, à titre civil, militaire ou religieux, ont servi en Algérie ? Tous veulent savoir ce qui s'est réellement passé, qui a trahi, qui a menti, et pouvoir se construire un futur qui reconnaisse le passé et le respecte.

Et puis, il y a les candidats à l'émigration, qui se fichent de tout cela, de l'Algérie, de la France, de leurs bisbilles, ils iraient sur la Lune et s'y trouveraient bien si nul visa n'était exigé pour s'y rendre. L'Algérie est pour eux une prison et la France une escale commode vers l'ailleurs, pas plus. "Vaste est la terre d'Allah", disent-ils. ●

Boualem Sansal

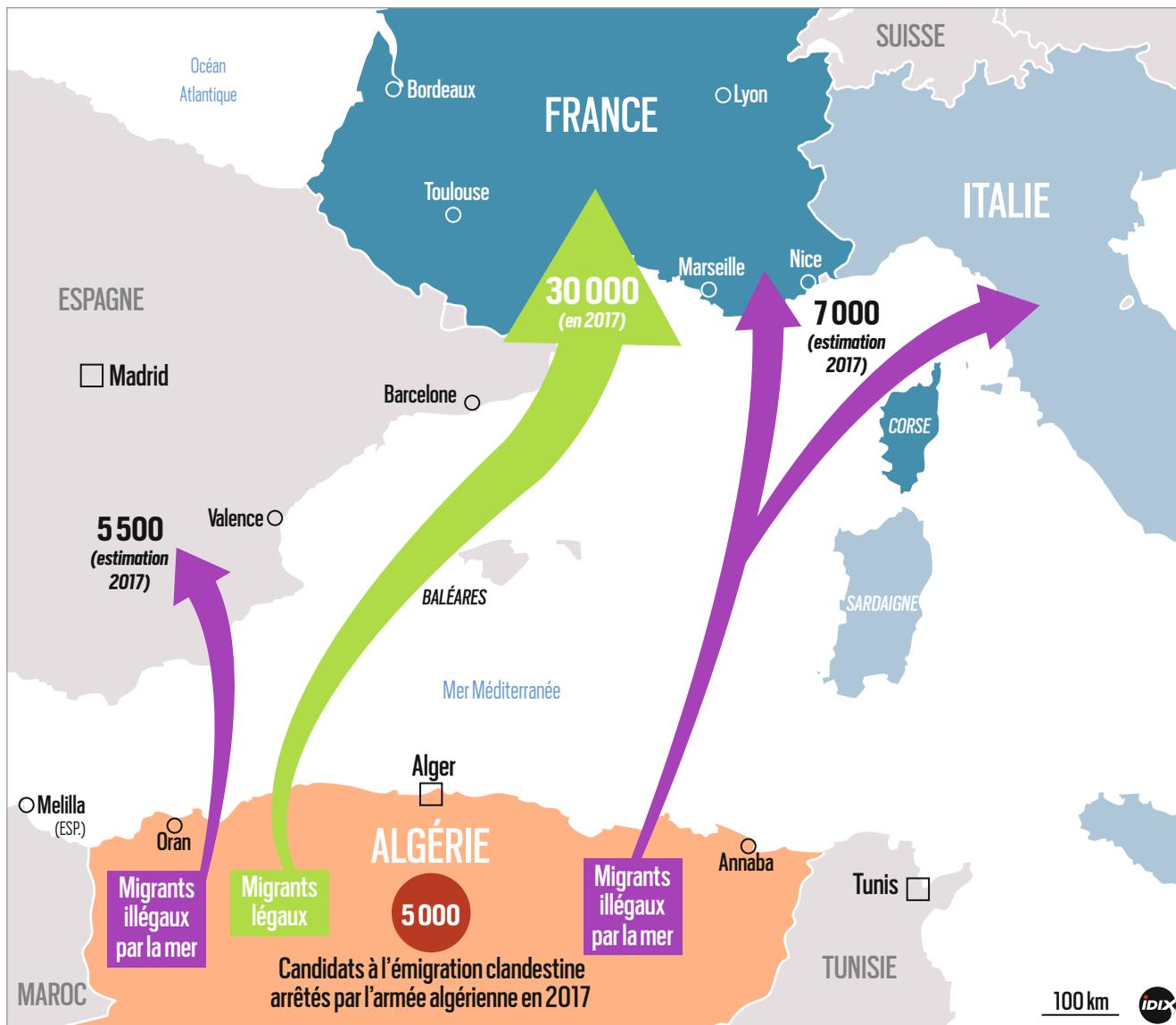
"LES CANDIDATS À L'ÉMIGRATION IRAIENT SUR LA LUNE ET S'Y TROUVERAIENT BIEN SI NUL VISA N'ÉTAIT EXIGÉ POUR S'Y RENDRE."

MA RENCONTRE AVEC EMMANUEL MACRON EN ALGÉRIE

Chapeau bas pour l'ambassadeur Xavier Driencourt, qui a réussi une mission impossible: surmonter des montagnes de susceptibilités et de verrous protocolaires, et réussir à caser un tel programme dans une seule petite demi-journée: visite de Macron au Mémorial du martyr, bain de foule sur l'emblématique rue Ben M'hidi, déjeuner avec la société civile, conférence de presse, rencontre avec le "fantôme de Zéralda" (petit nom que la rue donne au président Bouteflika cloîtré dans son palais hypermédicalisé

de Zéralda), réunion avec Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense et chef d'état-major de l'armée, dîner avec les corps constitués et départ pour Doha à l'heure prévue. Seule ombre au tableau: un dispositif sécuritaire monstrueusement pléthorique qui a paralysé Alger vingt-quatre heures durant. Ambiance coup d'État à Caracas. Que craignait-on à ce point? une attaque des Chinois? Pour le reste, pas de surprise, Macron est conforme à son image: jeune, alerte, souriant, attentif,

familier (du genre "on est entre copains, on s'en tape cinq"). Il a écouté chacune et chacun. On lui a dit les maux de l'Algérie, le président, la bureaucratie, la corruption, et ce qu'on pourrait faire ensemble pour aller de l'avant. Il a répondu quelque chose comme "il faut voir, il y a des idées à creuser". Je n'en dirai pas plus, c'était une rencontre privée, informelle. On s'est séparés sur de belles poignées de main et la promesse de nous revoir bientôt, l'an prochain, à Alger ou à Paris. B. S. ➔



Quand l'Algérie explosera...

Au bord de la faillite, le pays pourrait sombrer bientôt dans le chaos, ce qui provoquerait des vagues migratoires inédites auxquelles la France n'est pas préparée. Révélations.

Nous sommes le 27 avril 2013 et un avion un peu spécial se pose en toute discrétion sur le tarmac de l'aéroport du Bourget. C'est un policier en charge des vols sensibles empruntés par les personnalités exposées qui décrit la scène. Abdelaziz Bouteflika vient de subir un accident vasculaire cérébral (AVC). Ses médecins per-

sonnels chinois et français n'ont pas hésité: il faut que l'homme de 76 ans soit soigné à Paris, où il bénéficie de facilités en raison de son statut de président de la République algérienne démocratique et populaire. À son arrivée sur la piste, mis à part son équipe de sécurité personnelle et ses médecins, peu de témoins. Le policier raconte: «*Quand j'ai vu Bouteflika, allongé*

sur un brancard, passer devant moi, il était mort, cadavérique. Son corps avait même jauni, comme une poupée de cire.» L'homme en est alors convaincu: le président algérien est bien mort; son corps est emmené en France pour faire une autopsie indépendante écartant tout risque de polémique. Astreint au secret, il tient sa langue. Quelle n'est pas sa sur-

prise quand, le mardi 16 juillet, il voit le même Bouteflika embarquer pour l'Algérie en parvenant à se hisser légèrement sur son fauteuil roulant, avant de pénétrer dans l'avion présidentiel médicalisé. « *Je ne crois pas en Dieu, mais j'ai vu un miracle de mes propres yeux! Il bougeait même son visage!* »

Loin d'être anecdotique, la scène résume bien le quotidien de la présidence algérienne: une lutte incessante contre une chute imminente. Comme l'ex-Union soviétique, « *l'Algérie repose sur le trépied armée, FLN [Front de libération nationale, le parti au pouvoir, NDLR], services de renseignements [qui se haïssent, NDLR]. Si l'un tombe, tout s'écroule* », explique le spécialiste de l'Algérie Pierre Razoux, directeur de recherche à l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (Irsem), auteur de *la Guerre Iran-Irak* (Perrin). Au-dessus de la pyramide, le clan Bouteflika veille à ce qu'aucune tête ne dépasse (*lire notre article page 37*). À bout de souffle, l'Algérie est dans une situation de quasi-faillite, en raison de sa dépendance aux exportations d'hydrocarbures dont les cours ont chuté et de son incapacité à créer de la richesse par le travail. La vie politique et économique du pays est à l'arrêt depuis plus de quatre ans. Face à l'inflation et au chômage de masse (*lire page 39*), le biberon des subventions auquel les Algériens s'étaient habitués depuis plus de vingt ans a aujourd'hui le débit d'un compte-gouttes.

Quand l'Algérie explosera... Cette hypothèse, probable, compte parmi les craintes majeures des services de renseignements français. Cette chute pourrait profondément déstabiliser le bassin méditerranéen, déjà fragilisé par la situation de la Libye et par les pays qui ne sont pas parvenus à se relever des "printemps arabes". Mais aussi la France. C'est, en effet, l'ancien colonisateur que les Algériens, qui le vouent pourtant aux gémonies, appelleront au secours. Des dizaines de milliers d'entre eux pourraient ainsi débarquer sur nos côtes dans les prochains mois. Que faire?

LES PASSEPORTS DU FLN

Avec le plus grand cynisme, les membres du parti au pouvoir, le FLN, ont souvent deux ou trois passeports pour quitter le pays facilement, si jamais... Anticipant les difficultés à venir, la plupart des dirigeants ont déjà envoyé leur famille en Europe et particulièrement en France pour la mettre en sécurité. Un diplomate résume: « Le FLN se dit: "Tant qu'on peut profiter du système, on profite." Ça s'appelle aussi reculer pour mieux sauter. » L. de R.

Face à ce risque, le système européen d'accueil des migrants peut voler en éclats, tout comme celui du contrôle aux frontières. Nos partenaires européens — l'hypothèse est déjà évoquée — pourraient même se retirer des accords migratoires. Car deux sujets de taille n'ont jamais été réglés: celui du regroupement familial, jamais remis en cause, et celui des accords d'Évian. Ces derniers, qui lient la France et l'Algérie, demeurent un tabou: ils ont mis fin à la guerre d'Algérie — et non aux combats — et établissent, depuis 1962, une dérogation au droit commun des étrangers. L'« *accès au séjour des ressortissants algériens est facilité et la carte de résident (dix ans) peut être attribuée après trois années de séjour, contre cinq années dans le droit commun*, dénonçait Nicolas Sarkozy, en 2016,

**SARKOZY DÉNONÇAIT :
"APRÈS DIX ANS DE
PRÉSENCE EN FRANCE,
UN RESSORTISSANT
ALGÉRIEN EN SITUATION
IRRÉGULIÈRE A ACCÈS
DE PLEIN DROIT À
UN TITRE DE SÉJOUR."**

dans son livre *la France pour la vie. Après dix ans de présence en France — dès lors qu'il peut le prouver —, un ressortissant algérien en situation irrégulière a, par exemple, accès de plein droit à un titre de séjour.* » Il existe donc en France un système de fraude à l'immigration légale destiné exclusivement aux Algériens. Nicolas Sarkozy a perdu la primaire de la droite et du centre. Personne n'en a plus jamais parlé.

Et pourtant, le sujet est brûlant: avec la mort prochaine d'un Abdelaziz Bouteflika très affaibli, dans ce pays où le tiers de la population est au chômage et où les deux tiers de la population ont moins de 30 ans, quatre possibilités s'offrent à la jeunesse: rejoindre l'armée, survivre de subsides sociaux, se radicaliser en rejoignant les groupes terroristes islamistes ou fuir. C'est ce dernier choix qu'est en train de faire une partie de la population, qui a compris que son pays ne peut pas lui offrir d'avenir.

Des villes comme Alger et Oran se vident

En réalité, l'exil de la population algérienne a déjà débuté. L'Espagne a commencé à subir l'explosion du nombre de migrants venant d'Algérie, en 2017. Le ministère de l'Intérieur espagnol n'hésite d'ailleurs pas à communiquer régulièrement — sans être entendu pour le moment — afin d'alerter ses partenaires européens: au cours des dix premiers mois de 2017, les Algériens représentaient 17,9 % des arrivées de migrants en Espagne. Mi-octobre, ce sont 405 migrants en provenance d'Algérie qui sont arrivés par la mer près de Murcie, puis, entre le 26 octobre et le 3 novembre, pas moins de 600 ressortissants algériens sont parvenus jusqu'à Murcie et Almería. Durant les seuls mois d'octobre et de novembre, plus de 3 000 migrants algériens ont débarqué sur les côtes espagnoles sans volonté de retour. Du jamais-vu! Afin de lutter contre ces clandestins, les autorités espagnoles ont demandé à Alger plus de contrôles pour limiter les départs illégaux. Résultat: à peine 5 000 candidats illégaux à l'exil ont été arrêtés, en 2017, ➔



L'Algérie en chiffres



41,2 millions d'habitants

et 1 million de naissances par an depuis 2014

(contre 800 000 en France, qui compte pourtant 25 millions d'habitants supplémentaires)



Les deux tiers de la population ont **moins de 30 ans**



Le gaz et le pétrole représentent

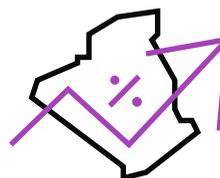
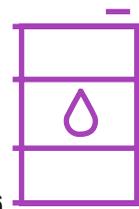
47 % des recettes de l'État

Le pays importe la quasi-totalité de ce qu'il consomme

Les hydrocarbures représentent

94 % des exportations

en 2016



Forte inflation

7 %

en 2017

Près d'un jeune sur trois est au chômage



En 2019, en théorie, Bouteflika entamera son cinquième mandat



par l'armée algérienne, qui n'a pas hésité à communiquer pour démontrer sa prétendue efficacité. Mais plus personne n'est dupe: l'État algérien, qui engageait, naguère, des poursuites contre ses ressortissants partant vivre illégalement à l'étranger sans visa de sortie, a aujourd'hui renoncé à ces procédures. Et l'Espagne ne sait plus que faire de cet afflux sur ses côtes. Le problème se déplace: considérant être mal traités en Espagne, les clandestins algériens souhaitent souvent rejoindre leur cousin, leur frère, leur sœur en France et bénéficier du regroupement familial pour obtenir, un jour, la nationalité française. Ou alors, utiliser les dispositions prévues par les... accords d'Évian. Et profiter de notre arsenal social, dont l'aide médicale de

l'État (AME), qui prend en charge la totalité du coût de soins des clandestins. En 2016, cette aide a bénéficié à 311 310 personnes, soit 49 % de plus qu'en 2011. Pour 2018, l'État a estimé son coût à 1 milliard d'euros.

Pour les prochains mois, des notes des services de Madrid évoquent l'arrivée possible de près de... 90 000 clandestins algériens sur le sol espagnol. Ceux qui fuient n'ont désormais plus peur de l'armée. Elle ferme le plus souvent les yeux, sauf en de rares occasions, pour montrer sa supposée bonne foi aux Européens. Après la mort d'un clandestin algérien, qui s'est pendu, le 29 décembre, dans une prison espagnole, sous la pression, Alger a ainsi rapatrié les 40 migrants de son groupe.

Faibles résultats. La meilleure preuve de la duplicité des autorités algériennes est qu'elles découragent officiellement tout retour, alors que l'armée prétend réprimer sévèrement (la loi prévoit entre deux et six mois de prison) les Algériens qui reviennent. « *Qui sont ceux qui reviennent? En réalité, ils n'existent pas, il n'y en a pas, c'est encore un leurre du régime crépusculaire de Bouteflika* », s'étrangle un expert. Les autorités empêchent même le financement des billets d'avion ou de train de ceux qui veulent rentrer au pays. Les listes de passagers depuis les ports et aéroports français, espagnols, italiens sont maintenant épluchées comme en temps de guerre, pour être certain que personne ne puisse revenir. En conséquence, des

LES PRÉOCCUPATIONS DE L'ITALIE

C'est l'Aise, le service de renseignements extérieurs italien, qui s'en émeut à voix basse: l'Algérie pourrait être la prochaine cible de l'État islamique, tenté d'utiliser la misère sociale, les possibles répressions à venir de l'armée et la chute du clan Bouteflika pour s'immiscer dans la vie politique du pays. L'objectif pour l'organisation terroriste en manque de moyens: « profiter de la contrebande d'hydrocarbures ». Le service de renseignements est particulièrement inquiet, d'autant que le nombre de clandestins algériens arrivés sur les côtes de Sardaigne a doublé de 2016 à 2017. L. de R.

villes comme Alger et Oran se vident. Mais aussi les campagnes. Ce sont donc non seulement la jeunesse, mais aussi les classes moyennes qui veulent fuir.

Le marché de la vente de bateaux pneumatiques pouvant embarquer plusieurs dizaines de personnes pour un coût modique est progressivement en train de se déplacer de la Libye vers l'Algérie. Désormais un peu mieux contrôlée, la Libye n'est plus l'eldorado des passeurs, même s'il est toujours celui des trafiquants d'armes, qui intensifient depuis plusieurs mois les transferts de kalachnikovs vers l'Algérie, au cas où... En Algérie, où les Chinois ont massivement investi ces dernières années, les "refugee boats" s'achètent aisément sur des sites comme Alibaba — équivalent asiatique d'eBay ou d'Amazon et la plus grosse entreprise chinoise cotée en Bourse. Désormais, pour 1500 à

2000 euros, les trajets se multiplient entre des ports comme Dellys, à l'est d'Alger, et Majorque, aux Baléares. Nouveau phénomène également: les bateaux, équipés de GPS, sont plus endurants et plus solides que ceux autrefois vendus en Libye. Certains "go fast" utilisés pour les trafics de stupéfiants servent même à transporter les personnes. L'été dernier, on a vu des migrants faire la traversée en Jet-Ski contre 5000 euros par personne...

Et pourtant, les Algériens qui fuient ne meurent pas de faim. « *Ils étouffent sous ce régime postmarxiste sans perestroïka* », décrypte un spécialiste de l'Algérie au Quai d'Orsay. Après tout, ils sont nombreux à avoir de la famille ou des connaissances en France, la nouvelle terre promise autrefois haïe. Étrange paradoxe. « *Objectivement, la France a souvent attiré les cerveaux algériens, qui préfèrent quitter leur pays faute de perspective économique* », fait aussi remarquer Pierre Razoux, pointant la surreprésentation pendant des années des entrepreneurs algériens parmi les créateurs de start-up en France. « *Chez eux, ils ne peuvent même pas essayer!* », fait remarquer un spécialiste de la question au ministère des Armées.

Un autre signal inquiète particulièrement le ministère de l'Intérieur français depuis plusieurs mois: l'Algérie fait aujourd'hui partie des pays qui reconnaissent le moins leurs ressortissants interpellés en situation irrégulière sur le sol français. Un comble: même ceux qui sont en possession d'un passeport ou d'une carte d'identité du pays ne sont

parfois pas reconnus par les autorités d'Alger! C'est ainsi que, progressivement, un appel d'air est en train de se former. Dernière illustration: en publiant, lundi 8 janvier, les chiffres de l'explosion des demandes d'asile (100 412 dossiers déposés en 2017), l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra) a fait une révélation qui corrobore la crainte qui sous-tend notre enquête: cachée entre la Syrie, l'Afghanistan, Haïti ou encore le Soudan, l'Algérie fait partie des dix nationalités les plus représentées parmi les demandeurs d'asile en France. Soit une hausse de plus de 24 % pour les seuls Algériens de 2016 à 2017. Un chiffre, commenté avec le plus grand étonnement, pour un pays théoriquement jugé "sûr". En coulisses, au ministère de l'Intérieur, on n'hésite désormais plus à parler de l'arrivée potentielle de près de 100 000 ➔

LES CRAINTES DU MAROC

Redoutant d'être touché, le voisin marocain, avec qui l'Algérie est en froid, notamment sur la question du Sahara occidental, n'en finit pas d'émettre des doutes sur la situation de l'ancienne colonie française. Le royaume chérifien a d'ailleurs lancé, en novembre dernier, un satellite Pléiade, acheté à la France, officiellement pour lutter contre les trafics de drogue et contrôler ses frontières. Mais aussi et surtout, d'après nos informations, pour mieux surveiller l'Algérie et détecter les flux migratoires. L. de R.

ACHÈTE aux meilleurs prix vos VINS



J'achète vos bouteilles à l'unité, caisse bois ou cave complète.

Vieux millésimes
Même abîmés, étiquettes déchirées

VINS
Bourgogne, Bordeaux, Rhône
Alsace, Loire, Porto...

CHAMPAGNES
Bollinger, Dom Pérignon, Moët
Veuve Clicquot, Salon, Ruinart, Taittinger...

SPIRITUEUX
Whisky, Rhum, Armagnac, Marc, Chartreuse...

ESTIMATION GRATUITE TOUTES DISTANCES

Déplacements Gratuits

Jacques Lacombe - Vins & Spiritueux

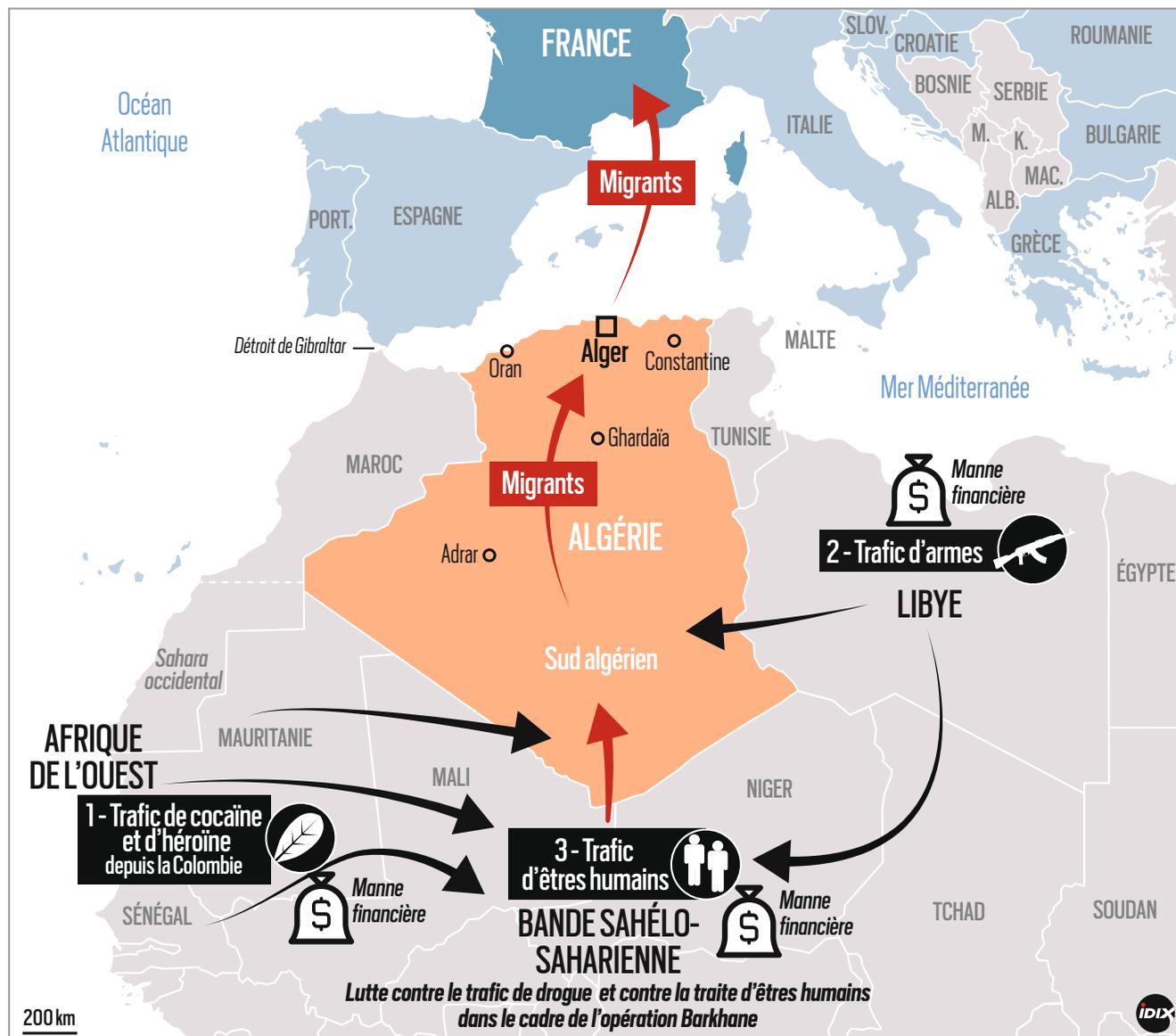
06 28 71 37 00 & 03 80 21 20 68

contact@jacqueslacombe.vin

www.jacqueslacombe.vin

Labus d'alcool est dangereux pour la santé.

FRANCE / LA BOMBE ALGÉRIENNE



ressortissants algériens dans les prochaines années, si la situation s'aggrave.

Trop occupés à encaisser le choc migratoire de 2015 provoqué par l'avènement de l'État islamique, les services de renseignements européens ont, sans le vouloir, baissé la garde sur la bombe migratoire algérienne. Ils ouvrent aujourd'hui

les yeux: la démographie algérienne inquiète au plus haut niveau, avec ses 41,2 millions d'habitants au 1^{er} janvier 2017 et plus de 1 million de naissances chaque année depuis 2014, contre 800 000 en France, qui compte pourtant 25 millions d'habitants de plus. Chacun le sait désormais, le château de cartes

peut s'effondrer à tout moment. Survivra-t-il au possible cinquième mandat présidentiel de Bouteflika en 2019, alors que ce dernier n'est plus que l'ombre de lui-même? Du côté français, on cherche avant tout à ne pas jeter de l'huile sur le feu. « L'intérêt de la France est que l'Algérie tienne pour empêcher une vague migratoire et de nouveaux attentats terroristes sur notre territoire », fait valoir le spécialiste Pierre Razoux. Mais depuis le déplacement d'Emmanuel Macron en Algérie, le 6 décembre, qui a pu « voir de ses propres yeux la difficile situation du pays », selon une source élyséenne, on craint désormais le pire: si l'Algérie explose, la France sera la première touchée. ● Louis de Ragueneil

VISAS : CHANGEMENT DE SYSTÈME

La crainte d'une augmentation exponentielle de demandes de visa a poussé les autorités françaises à résilier, en juillet dernier, le contrat qui liait les trois consulats généraux de France en Algérie à la société TLS Contact, son prestataire de services pour les visas. L'Algérie a aussi demandé la mise en place d'une procédure électronique. Reste à comprendre la raison de cette demande: pour mettre fin au trafic et à la corruption? Ou pour mettre la main sur le système? M. F.

ANNE-CHRISTINE POUJOLAT/AFP



Coups de chaud dans les banlieues

S'il est difficile de décrire à l'avance la réaction des banlieues françaises à une déstabilisation de l'Algérie, une chose est certaine : ça va bouger.

Des émeutes comme la France n'en a jamais connues. Des foules galvanisées par des mots d'ordre à la fois politiques et religieux. Des prêches enflammés. Une haine antifranaïse qui sort de la semi-clandestinité où elle s'est toujours confinée pour surgir dans la rue, au grand jour. Des attentats. Tout l'attirail d'un nouveau terrorisme d'État, et l'armée bientôt obligée d'intervenir pour tenter de reprendre le contrôle de quartiers entiers passés sous le contrôle d'un ennemi intérieur. De la science-fiction ? Un mauvais film de série B ? Pour avoir soutenu le contraire, à savoir que ce scénario de désastre était au contraire crédible, pour avoir écrit, dans *Un quin-quennat pour rien* (Albin Michel), que l'armée préparait bel et bien ce type d'intervention — l'opération Ronces —, Éric Zemmour a été cloué au pilori. Aux critiques habituelles sur les obsessions du polémiste est venu s'ajouter le démenti

de l'état-major des armées lui-même. Rien de tel n'était envisagé, ni sur le fond ni sur la forme.

L'idée, pourtant, n'a en soi rien de polémique. L'armée fait de la planification en permanence, et de nombreux officiers travaillent à temps plein sur différents scénarios. Plus spécifiquement, en 1992, la 8^e division d'infanterie, en garnison à Lille, avait ainsi réalisé des manœuvres militaires sur le thème "reprise de la ville de Roubaix sous contrôle de milices islamiques". Emmanuel de Richoufftz, ancien commandant du 2^e régiment étranger d'infanterie, avait bâti un scénario similaire à Brignoles. Quant à préparer les soldats aux spécificités du combat urbain, c'est le rôle de Jeoffrecourt, ville imaginaire de 5 000 habitants, située dans l'enceinte du camp militaire de Sissonne, dans l'Aisne.

Sur le fond du problème, les spécialistes du renseignement en sont sûrs :

« D'une manière ou d'une autre, témoigne l'un d'eux, si ça bouge en Algérie, tout le monde fera pression sur la France. Nous redoutons en particulier des élites hargneuses qui pourraient inciter leur population à se transformer en bombe humaine. » Une vision fantasmée ? L'expert hausse les épaules. « Dans ce domaine, on a depuis très longtemps dépassé la phase du politiquement correct. » Dans les armées, l'éventualité la plus redoutée consisterait en une intervention sur le territoire français — ce qui explique que l'on recueille de plus en plus d'informations sur la réalité inquiétante du terrain. En off, nos services ne sont pas loin de considérer qu'il s'agit désormais du danger numéro 1. Dans une version non publique de la *Revue stratégique de défense et de sécurité nationale 2017*, qui fixe le cadre de l'élaboration de la loi de programmation militaire 2019-2025, une déstabilisation imminente de l'Algérie était considérée par les militaires français comme une menace importante, mais ce passage aurait été retiré de la version officielle, non pour des questions de secret-défense mais pour ne pas froisser les Algériens.

Une communauté importante et concentrée

Nul besoin, pourtant, de descendre dans les arcanes secrètes du renseignement pour apprendre cela. Le très sérieux et très officiel Institut Montaigne explique bien, dans un rapport publié cet été, que « *le Maghreb n'est plus une simple affaire de politique étrangère pour nous, c'est aussi une question de politique intérieure. La stabilité du Maghreb, c'est notre stabilité. La prospérité du Maghreb, c'est notre prospérité. Les problèmes du Maghreb, ce sont nos problèmes* ». Et le rapport de rappeler, par exemple, que les terroristes qui ont commis des meurtres en France ces six dernières années étaient tous maghrébins ou d'origine maghrébine — seul Amedy Coulibaly faisant exception. Et parmi ➔

Prières de rue à Montfermeil (93).
Durant le ramadan, l'Algérie envoie
de nombreux imams sur le sol français.



GEOFFROY VAN DER HASSELT/AFP

eux, un peu plus de la moitié (10 sur 19) sont Algériens ou d'origine algérienne. « *Un changement de régime pourrait avoir des répercussions importantes, qu'il s'agisse de flux de réfugiés, de conflits internes à la communauté algérienne de France ou encore d'attentats visant à faire pression sur notre gouvernement* », confirme un autre spécialiste des questions migratoires, qui confesse cependant que les différents scénarios sont « *difficiles à étayer* ».

De quoi est-on sûr? De la force d'un attachement. Des milliers de jeunes Français ou Franco-Algériens vont en vacances en Algérie: plus de 700 000 sur les 2 millions de touristes annuels. Il s'agit d'une véritable diaspora, d'une « *communauté nationale vivant à l'étranger* » — en l'occurrence chez nous. Une petite France algérienne assez localisée (Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne, Bouches-du-Rhône...) dont le nombre exact (entre 2 et 3 millions) fait toujours polémique. Si les jeunes de banlieue sont parfois très mal vus outre-Méditerranée, où on leur reproche de salir l'image de l'Algérie, ils ne se cachent pas de préférer leur patrie d'origine (aussi lointaine et désincarnée qu'elle puisse être) à la terre où ils sont nés et où ils vivent. Durant la Coupe du monde de football 2014, chaque match de l'équipe d'Algérie, contre la Corée du Sud, la Belgique et surtout la Russie, rencontre qui lui ouvrit les portes des 8^{es} de finale, a été marqué, en France,

par des scènes de liesse dégénéralant rapidement en agressions contre les forces de l'ordre, avec destruction du mobilier urbain. En 2009 déjà, un triple affrontement entre l'Algérie et l'Égypte, ayant vu finalement la qualification de la première pour la Coupe du monde 2010, avait donné lieu aux mêmes manifestations de violence dans une dizaine de villes françaises.

Qui a oublié les débordements de la rencontre supposée amicale — et en réalité très politique — entre la France et l'Algérie à Saint-Denis, le 6 octobre 2001? Le match, qui avait commencé par une *Marseillaise* sifflée par tout un stade (« *On a gagné à l'extérieur* », avait commenté, plus tard, l'attaquant français Thierry Henry) sera finalement interrompu à la 76^e minute par l'arbitre à la suite de l'envahissement du terrain. Ce match avait « *été victime de débordements annoncés, une semaine avant, dans un rapport des renseignements généraux que personne n'a voulu prendre en compte, que nul n'a voulu entendre, car nul ne voulait être à l'initiative de*

**TOUTE INTERVENTION
DES FORCES DE L'ORDRE
ENTRAÎNERA DE GRAVES
DÉSORDRES.**

l'annulation du match, par angélisme ou par calcul », observait le journaliste Gilles Verdez dans *le Parisien*, le surlendemain. Aurait-il fallu que les stadiers ou même le service d'ordre soient algériens — comme cela a été le cas, récemment, en Belgique où les autorités, en prévision d'un match Belgique-Maroc, avaient sollicité l'aide de leurs homologues marocaines pour intervenir sur... leur propre sol?

La question clé de l'économie parallèle

De quoi imaginer aisément quelles pourraient être la teneur et l'ampleur des mouvements, si d'aventure le théâtre algérien venait à mettre la France en porte-à-faux. « *Il n'est pas possible qu'il ne se passe rien* », confirme Jean-Paul Gourévitch, spécialiste des questions socio-économiques liées aux phénomènes migratoires. *La communauté algérienne vivant en France est trop importante et trop concentrée. Les Algériens de France ont assez largement voté pour Bouteflika, même sans y croire, donc il est difficile d'imaginer qu'ils se réjouissent de sa mort ou de son départ du pouvoir. Mais il n'est pas évident, non plus, qu'on assiste aux scènes de violence habituelles...* » En réalité, la question importante est la suivante: dans quelle mesure l'économie parallèle, qu'elle soit «noire» (drogue, trafic d'armes), «grise» (contrefaçon, piratage, fraude) ou «rose» (le troc, l'entraide), sera-t-elle impactée par les événements algériens? « *Une grande partie de la population originaire de ce pays est partie prenante — c'est flagrant en Seine-Saint-Denis, par exemple — de cette économie, poursuit le spécialiste. Or, faute de la connaître, il est difficile d'imaginer les réactions des populations concernées, qui pourraient très bien avoir tout intérêt à se tenir tranquilles.* » Ce qui semble certain, en revanche, c'est qu'une manifestation, quelle qu'elle soit, si elle donne lieu à l'intervention des forces de l'ordre, entraînera des désordres graves. ●

Mickaël Fonton et Louis de Raguanel

Le testament de Bouteflika

À 80 ans, le président algérien est physiquement affaibli, mais son clan tient le pays. S'il est encore là en 2019, il devra se représenter ou choisir un successeur.

Le regard perdu dans le vide, fixé sur la Méditerranée et le mont Chenoua, Abdelaziz Bouteflika songe. Dans cette résidence présidentielle qu'il ne quitte presque plus, à Zéralda, sur la côte à l'ouest d'Alger, il médite à l'ombre des pins et

des eucalyptus. Sur lui-même d'abord, encore capable de penser, il est cloué sur une chaise roulante depuis un AVC survenu en 2013. Depuis, on ne le voit que très rarement. Il se souvient de l'histoire de sa république, des parachutistes de la Légion, ce 1^{er} Rep dont

les casernes étaient ici même, à Zéralda, des huit Premiers ministres qu'il a usés en dix-huit ans de pouvoir, et pense peut-être au futur des Algériens. Un nouveau mandat en 2019? Il a déjà le record de longévité. D'une certaine manière, ce serait peut-être le plus facile. Son frère Saïd, 60 ans, réfléchit et gouverne d'ailleurs pour lui. Et pourtant. Ne vaut-il pas mieux passer la main tant qu'il lui reste un peu de force? Mais à qui? La courte histoire algérienne a toujours été le théâtre de surprises politiques. Personne n'avait vu venir ni Boumédiène, ni Chadli, ni Bou-diaf, ni même Bouteflika revenu comme par enchantement en 1999.

Aujourd'hui, malgré son état physique et mental, il reste la pierre d'angle du pouvoir qu'il a lui-même façonné sur la devise "diviser pour régner". →



Les grandes marques françaises

SOLDDES dans le plus grand espace solutions couchage à Paris !

CANAPÉS-LITS
Diva, Duvivier, Steiner...

+ de **50** modèles exposés



ARMOIRES LITS
Arlitec, CeLio...

+ de **25** modèles exposés



LITERIE
André Renault, Bultex, Dunlopillo, Duvivier, Epéda, Mérimos, Sealy, Simmons, Swiss Line, Tempur, Treca...

+ de **50** modèles exposés



Soldes du 10-01 au 20-02 2018

Espace Topper
Maison familiale depuis 1926

CANAPÉS-LITS • PARIS 12^e & 15^e • 7J/7
54 cours de Vincennes, 12^e - 01 40 21 87 53 - M° Pte de Vincennes ou Nation
63 rue de la Convention, 15^e - 01 45 77 80 40 - M° Boucicaut, P. gratuit
37 rue du Commerce, 15^e (Diva Store, 1^{er} fabricant français de canapé-lit),
01 45 75 29 98 - M° Av. Emile Zola ou La Motte-Picquet Grenelle

ARMOIRES LITS • PARIS 15^e • 7J/7
60 rue de la Convention - 01 45 71 59 49 - M° Boucicaut, P. gratuit

LITERIE • PARIS 12^e & 15^e • 7J/7
56-60 cours de Vincennes, 12^e - 01 43 41 80 93 - M° Pte de Vincennes ou Nation
66 rue de la Convention, 15^e - 01 40 59 02 10 - M° Boucicaut, P. gratuit

www.topper.fr



FAROUK BATICHE/AFP

Après la guerre contre les islamistes, gagnée par les militaires, il a réussi à saturer le pouvoir qu'une douzaine de généraux s'étaient attribué à Alger. Il en a nommé plusieurs dizaines d'autres, les forçant à un partage au sein d'une même caste. Non content de cela, il a réussi à écarter le chef redouté des services secrets, formé à l'école du KGB, Mohamed Mediène, dit Toufik. Le fameux DRS (Département du renseignement et de la sécurité), qui poussait à une réforme économique, a été scindé en trois services qui s'opposent désormais. Même le parti historique, le FLN, est contrôlé par le clan Bouteflika. Le tout est un jeu d'équilibre entre le FLN, l'armée et les services, où les hiérarques exercent chacun un contrepoids au sein même du pouvoir et parmi lesquels Bouteflika a réussi à renforcer une méfiance déjà naturelle. Et pour aller avec, de larges prébendes les dissuadent de se lancer à leur compte.

Si aucun candidat de l'opposition, comme les anciens Premiers ministres Ali Benflis ou Mouloud Hamrouche, ne semble avoir la moindre chance de l'emporter dans un système aussi bien verrouillé, toute la question de l'après-Bouteflika tient dans le choix de son successeur. La liste est assez longue. L'actuel Premier ministre Ahmed Ouyahia, ancien chef du cabinet du président, est une possibilité. Son origine kabyle

LE CHIFFRE

65 %

C'est le nombre d'Algériens qui avaient boudé les urnes aux législatives de l'année dernière. De quoi donner une idée du désarroi de la population.

est à la fois un problème de confiance pour le pouvoir et un avantage pour apaiser les fortes aspirations de liberté de cette région. On peut compter aussi sur le très consensuel Abdelmalek Sellal, 69 ans, et sur Abdelaziz Belkhadem, 72 ans, également anciens Premiers ministres, mais aussi sur Chakib Khelil, 78 ans, écarté un temps pour corruption, mais qui n'est plus inquiété depuis l'opportuniste limogeage du juge d'instruction chargé de son dossier. Cet ancien ministre de l'Énergie, deux fois président de l'Opep, a de surcroît l'avantage d'être un ami d'enfance de Bouteflika. Le chef d'état-major, Ahmed Gaïd Salah, 78 ans, conforté par la chute de Toufik, est également sur la liste. Mais comme Ouyahia, il est vu comme un opportuniste et risque d'oublier les bienfaits du

Les frères Bouteflika, une famille au pouvoir.

clan une fois ses valises posées au palais présidentiel d'El-Mouradia. Un scénario qui déplaît à Saïd Bouteflika, qui y perdrait tout.

Le général Hamel, gage de stabilité

De quoi finir de convaincre le président Bouteflika de passer à la "solution cubaine". Comme Fidel Castro, il pourrait placer, officiellement enfin, son frère dans la course. Reste à savoir ce qu'il donnerait devant les électeurs qui se sont abstenus à 65 % lors des dernières législatives de 2017. Car la réalité algérienne n'est pas si simple à manipuler. La terreur des années 1990 avec l'épisode du Fis (Front islamique du salut) et les 200 000 morts de cette guerre civile sont encore bien présents dans les mémoires. Les dignitaires du FLN ont tous deux ou trois passeports et beaucoup de leurs enfants vivent déjà en France. Le calcul doit donc être précis. Des comités de soutien à une candidature "Saïd" commencent tranquillement à se constituer comme autant de ballons-sondes alors que ses adversaires font courir des bruits sur sa santé.

Mais ce dernier n'a pas que cette carte dans son jeu. Il possède aussi son homme lige, qui est plus discret que bien des candidats : le général de gendarmerie Abdelghani Hamel, le chef de la police algérienne depuis bientôt huit ans. À 62 ans, il serait sans doute un gage de stabilité pour un pays qui risque d'en avoir particulièrement besoin. Car une succession ratée inquiète Paris et les voisins marocain et tunisien. Si l'Algérie croit bon de snober les opérations antiterroristes régionales et le G5 Sahel, où elle n'envoie même pas les officiers de liaison promis, elle opère deux ou trois fois par an des opérations majeures à ses frontières. Un effondrement du pouvoir pourrait nous donner une Libye *bis*, bien plus dangereuse pour la France du fait des liens particuliers qui nous unissent à l'Algérie. ●

**Antoine Colonna
et Louis de Ragueneil**

Le pétrole est l'unique moteur de l'économie algérienne.



JEAN-PAUL GARCIN/PHOTONISTOP/AFP

Un pays à bout de souffle

Pendant des années, l'économie algérienne a fonctionné aux hydrocarbures, représentant 97 % des exportations. L'effondrement des cours pousse le pays au bord de la faillite.

On appelle ça le “syndrome hollandais”. Dotée d'un sous-sol riche en pétrole et en gaz, l'Algérie a construit son économie sur l'argent des hydrocarbures. Et cette machine, qui marchait tant bien que mal avec un pétrole au-dessus de 110 dollars le baril, est aujourd'hui à bout de souffle et menace de plonger le pays dans la crise.

Jusqu'à l'effondrement du cours de l'or noir en 2014, les hydrocarbures, qui représentaient 97 % des exportations du pays, rapportaient chaque année entre 40 et 50 milliards d'euros à l'État. De quoi lui permettre d'acheter la paix sociale, au sens propre. À chaque mouvement d'humeur de la population, le pouvoir met sur pied de nouveaux transferts sociaux: embauches massives dans la fonction publique quitte à proposer des emplois sans mission — les fonctionnaires représentent près de 20 % de la population active, contre 5 % chez le voisin marocain —, subvention des biens de consumma-

tion à hauteur de 20 milliards d'euros par an. Même les Algériens qui ne travaillent pas pour l'État bénéficient de ses largesses. L'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (Ansej), destinée à soutenir la création d'entreprise, verse par exemple de l'argent à tour de bras au lieu d'accompagner des projets précis. Au point de faire dire à l'ex-Premier ministre Abdelmalek Sellal, lors d'un meeting en 2014, qu'il n'y avait aucun problème à ce que les fonds de l'Ansej soient utilisés pour

LE CHIFFRE

850

C'est, en milliards de dollars, le montant estimé des recettes pétrolières depuis l'accession de Bouteflika au pouvoir.

payer, par exemple, un mariage: « Si un juge vous attrape et vous pose des questions, dites-lui que c'est moi qui vous l'ai permis! », avait-il lancé.

Le pétrole baisse, l'inflation s'envole

Avec l'effondrement des cours du pétrole en 2014, la machine s'est grippée. Le prix du baril a été divisé par deux et, pour compenser, l'État a commencé à piocher dans son trésor. Mais même cette possibilité arrive à son terme: de 200 milliards de dollars en 2014, les réserves de change ont fondu de moitié et sont désormais tout juste supérieures à 100 milliards. La seule solution pour redresser les comptes serait une hausse, durable et importante, des prix du pétrole. Mais celle-ci peine pour l'instant à se produire, malgré une légère embellie ces dernières semaines. L'Algérie doit par ailleurs composer avec l'ingérence des États-Unis dont la présence dans toute l'Afrique s'intensifie, autant pour assurer leurs besoins énergétiques que pour contrer l'influence grandissante de la Chine. Discrètement, le président Trump pousse son pays à mettre la main sur les puits de pétrole algériens afin de garantir aux automobilistes américains une essence abordable.

Pour maintenir un semblant de stabilité, l'Algérie a donc tiré sa dernière cartouche et sorti la planche à billets. Avec les mêmes conséquences que dans les autres pays qui l'ont fait: l'inflation s'envole (officiellement, elle a atteint 7 % l'an dernier) et le cours des denrées alimentaires aussi. Selon l'Observatoire national des filières agricoles et agroalimentaires, le prix des pommes de terre a ainsi grimpé de 48 % de 2016 à 2017, celui des tomates de 52 %.

Si elle souhaitait se relancer, l'Algérie serait dans l'obligation de mener un programme de réformes importantes. Seul problème, personne n'est prêt à faire l'effort: ni les élites, qui ont la mainmise sur les rentes pétrolières, ni la population, qui bénéficie des transferts sociaux. Jusqu'à quand? ●
Thomas Morel et Louis Raguanel